

Sao Paulo / Bruxelles, 23 mai 2018

Saison électorale en Amérique latine : le risque politique accru pourrait freiner l'activité

- **Compte tenu de l'insatisfaction générale à l'égard de la classe politique traditionnelle, la Colombie, le Mexique et le Brésil tiendront des élections présidentielles dans les semaines et mois à venir**
- **D'après l'Indice du risque politique de Coface, le risque de contestation sociale est élevé**
- **L'incertitude politique pourrait provoquer une baisse des cours boursiers, une détérioration du degré de confiance des consommateurs et des entreprises et des comportements attentistes en matière d'investissement**

Le risque politique en Amérique latine est associé aux fragilités sociales

L'Indice du risque politique de Coface¹ prend en considération plusieurs types de risques : 1) la fragilité politique et sociale, 2) le risque de conflit et 3) le terrorisme. Ce dernier n'est pas une préoccupation majeure dans la région. En revanche, le niveau élevé du premier atteste d'un degré de frustration sociale important, notamment en raison des mauvais résultats de l'indice de perception de corruption et le taux d'homicide relativement élevé. La corruption a atteint son point culminant lors de l'opération « Lava Jato » (« Car Wash ») début de l'année 2014. Elle a d'abord fait surface au Brésil avant d'impliquer 11 pays. Les variables macro-économiques incluses dans le modèle (telles que le PIB par habitant, le taux de chômage, l'inflation et les inégalités de revenu) sont des points faibles récurrents des pays d'Amérique latine.

En ce qui concerne les conflits, le Mexique affiche les performances les plus médiocres de la région, dues en majeure partie à l'augmentation de la violence provenant des guerres de gangs. En 2017, le taux d'homicide a surpassé le taux record de 2011, lié à la guerre de la drogue. D'autre part, la Colombie enregistre une amélioration significative ; la violence des groupes de guérilleros a considérablement diminué grâce à un accord signé entre le gouvernement colombien et les FARC (Les Forces armées révolutionnaires de Colombie). Malgré ces améliorations évidentes, il existe encore des groupes dissidents qui continuent à opérer.

Les élections au Mexique et au Brésil marquées par une insatisfaction générale de la population à l'égard des partis politiques traditionnels

L'érosion de la confiance envers les institutions politiques traditionnelles crée des opportunités pour les candidats externes. De nombreux candidats placent leurs campagnes sous le signe

¹ Daudier, J.-L., Nizard, R. & Tozy, S., *Panorama Coface : Le risque politique dans tous ses Etats*, Paris, 2017

« anti-corruption ». Le Mexique et le Brésil vont être confrontés à un contexte politique hostile.

Au Mexique, le candidat de gauche, Andrés Manuel López Obrador, est largement en tête d'après les sondages. Il s'est historiquement positionné contre les investissements privés et les industries traditionnellement sous contrôle de l'Etat. Mais la divergence idéologique entre ses alliés politiques pourrait entraver sa capacité à établir une coalition forte et à obtenir le soutien du Congrès.

Au Brésil, si l'insatisfaction à l'égard des partis politiques traditionnels gagne le pays, paradoxalement, l'ancien président Lula, reconnu coupable de blanchiment d'argent et de corruption passive en juillet 2017, se place en favori. Il ne pourra sans doute pas se présenter en vertu de la loi électorale locale. Dans cette bataille judiciaire, un candidat controversé : Jair Bolsonaro, ancien officier de l'armée. Dans un scénario où Lula se porterait candidat, Jair Bolsonaro arriverait en deuxième position. Toutefois dans l'hypothèse où Lula ne serait pas candidat, Jair Bolsonaro serait en tête des sondages dans tous les cas de figure.

La croissance régionale peut être grevée par les incertitudes politiques

Le rebond du risque politique a déjà eu un impact sur la croissance régionale dans les années récentes. Par exemple, par effet de contagion, l'opération « Lava Jato » a nettement contribué à la pire récession du Brésil.

En 2018, Coface prévoit un nouveau rebond de la croissance régionale (+2,4 %, faisant suite à une hausse de 1,1 % en 2017), après deux années de récession et laissant derrière la crise des prix des matières premières commencée en 2014.

Mais cette prévision serait revue à la baisse dans le cas où les incertitudes politiques actuelles, notamment au Brésil et au Mexique, se traduisent par une baisse des marchés boursiers et une augmentation des taux obligataires (provoquant des retards et des annulations de décisions en matière de dépenses ou d'investissement). Dans l'éventualité d'un vide gouvernemental prolongé, un gel des dépenses publiques aurait aussi un impact négatif sur l'activité.



C O M M U N I Q U E D E P R E S S E

CONTACT MEDIA

Kris DEGREEF - T. +32 (0)2 404 01 07 kris.degrees@coface.com

Coface : for trade - Ensemble, développons l'entreprise

70 ans d'expérience et un maillage territorial des plus fins ont fait de Coface une référence dans l'assurance-crédit, la gestion des risques et l'économie mondiale. Les experts de Coface, dont l'ambition est de devenir le partenaire d'assurance-crédit le plus agile de l'industrie, opèrent au cœur de l'économie mondiale, aidant 50000 clients à construire des entreprises performantes, dynamiques et en croissance. Les services et solutions du Groupe protègent et aident les entreprises à prendre les décisions de crédit nécessaires pour renforcer leur capacité à vendre sur leurs marchés nationaux et d'exportation. En 2017, Coface comptait ~4,100 collaborateurs dans 100 pays et a enregistré un chiffre d'affaires de €1,4 Mds.

www.coface.be

COFACE SA. est coté sur le Compartiment A d'Euronext Paris
Code ISIN : FR0010667147 / Mnémonique : COFA

